



LA PROSTITUTION, ENJEU DE GÉOGRAPHIE MORALE DANS LA VILLE ENTREPRENEURIALE. LECTURES PAR LES GÉOGRAPHES ANGLOPHONES

Raymonde Séchet

► To cite this version:

Raymonde Séchet. LA PROSTITUTION, ENJEU DE GÉOGRAPHIE MORALE DANS LA VILLE ENTREPRENEURIALE. LECTURES PAR LES GÉOGRAPHES ANGLOPHONES. Espace Géographique, Éditions Belin, 2009, 38 (1), pp.59-72. <<https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2009-1.htm>>. <halshs-00369402>

HAL Id: halshs-00369402

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00369402>

Submitted on 3 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA PROSTITUTION, ENJEU DE GÉOGRAPHIE MORALE DANS LA VILLE ENTREPRENEURIALE. LECTURES PAR LES GÉOGRAPHES ANGLOPHONES

Raymonde Séchet

Belin | *L'Espace géographique*

2009/1 - Vol. 38
pages 59 à 72

ISSN 0046-2497

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2009-1-page-59.htm>

Pour citer cet article :

Séchet Raymonde, « La prostitution, enjeu de géographie morale dans la ville entrepreneuriale. Lectures par les géographes anglophones », *L'Espace géographique*, 2009/1 Vol. 38, p. 59-72.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Normes et géographie

La prostitution, enjeu de géographie morale dans la ville entrepreneuriale. Lectures par les géographes anglophones

RAYMONDE SÉCHET

Université de Rennes 2,
UMR 6590 Espaces et sociétés (ESO)
raymonde.sechet@univ-rennes2.fr

RÉSUMÉ. — La constitution d'un corpus de textes traitant de la prostitution et du commerce du sexe sous un angle spatial a permis de dresser une synthèse sur les lieux et les espaces où se fait la rencontre entre l'offre et la demande de services sexuels. L'évolution des techniques mobilisées pour cette rencontre a impliqué une évolution des localisations, un contrôle des quartiers chauds et une remise en cause de la prostitution de rue. Les mobilisations des résidents et les politiques visant à réglementer la prostitution et le commerce érotico-sexuel peuvent être interprétées comme des volontés de rétablir l'ordre moral dans la ville, mais également analysées à l'aune de la gentrification.

GENTRIFICATION,
GÉOGRAPHIE ANGLOPHONE,
GÉOGRAPHIE MORALE, PROSTITUTION

ABSTRACT. — *Prostitution, an issue of moral geography in the entrepreneurial city. Readings by English-speaking geographers.* — The constitution of a corpus of texts that take a spatial approach to prostitution and the sex trade makes it possible to draw up a summary of places, in particular red light districts, that allow supply and demand for sexual services to meet. The evolution of the techniques involved in this meeting of supply and demand has been accompanied by the construction of a mature sex economy. his evolution has implied an evolution of locations, and has notably called street prostitution into question. Action by residents, together with policies aimed at regulating prostitution and sex-related commerce can be interpreted as a wish to restore moral order in the city but can also be analysed from the angle of gentrification and revitalisation of city centres.

ANGLOPHONE GEOGRAPHY,
GENTRIFICATION,
MORAL GEOGRAPHY, PROSTITUTION

Lorsqu'au début des années 2000 la prostitution a occupé une place inhabituelle dans les médias et les agendas politiques français, la figure dominante a été celle de la jeune prostituée venue d'Afrique ou d'Europe de l'Est et victime de réseaux mafieux. Les municipalités des grandes villes concernées ont eu des réponses variées. Si, par exemple, celle de Rennes n'a pas cédé aux exigences réglementaristes des habitants et commerçants de la rue Saint-Hélier, proche de la gare (Sanselme, 2004), celle de Troyes a adopté en juillet 2002 un arrêté municipal interdisant le racolage sur certains boulevards du centre-ville, anticipant sur la loi de sécurité intérieure – LSI, dite loi Sarkozy – du 18 mars 2003.

Visant à faire disparaître la prostitution visible, celle-ci témoigne d'un glissement prohibitionniste dans la position de la France à l'égard de la prostitution (Act-up, 2003, p. 93).

Les juristes distinguent trois grandes tendances en matière de prostitution : le prohibitionnisme, le réglementarisme et l'abolitionnisme. En vigueur aux États-Unis entre 1918 et 1933, le prohibitionnisme demeure aujourd'hui la règle dans de nombreux États de l'Union. Partant du principe que la prostitution est un mal nécessaire, le réglementarisme se fonde sur la création de lieux clos (les bordels ou les « maisons closes » ou les « maisons de tolérance ») qu'il justifie par la volonté d'instaurer un contrôle sanitaire des prostituées. C'est parce que certains y voyaient une traite des êtres humains que le réglementarisme a été contesté par le courant abolitionniste. Inauguré en France avec la loi Marthe Richard d'avril 1946, l'abolitionnisme a ensuite été promu par les Nations unies. Pour les abolitionnistes, la prostitution, qui n'existerait pas sans les proxénètes et les clients, est jugée incompatible avec la dignité humaine. En considérant les prostituées comme des victimes et en ne faisant pas de distinction entre prostitution libre et prostitution forcée, les abolitionnistes se refusent à reconnaître l'activité prostitutionnelle comme un travail – à rebours de ce que revendiquent ceux qui se disent « travailleurs-se-s du sexe »¹.

Malgré ses enjeux humains, sociaux et urbains, les géographes français ont été peu enclins à investir le terrain de la prostitution, et plus largement celui de la sexualité. Le pari de ce texte est donc de convaincre de l'intérêt qu'il y a pour les géographes français à s'approprier la thématique de la prostitution. Le propos repose sur un corpus de textes de chercheurs anglophones traitant sous un angle spatial du commerce sexuel et de la prostitution visible, de rue ou en établissement. L'article n'ayant pas la prétention de dresser un état de l'art, ce corpus est essentiellement constitué d'articles de revues aisément accessibles. La première partie fait la synthèse des travaux relatifs aux espaces de la prostitution, à leurs caractéristiques et leurs évolutions. La deuxième rend compte de travaux qui ont analysé la prostitution et, par extension, la pornographie, et les politiques pour les réglementer sous l'angle de la défense de l'ordre moral par la maîtrise de l'ordre spatial. Dans la dernière partie, le « capital » est réintroduit afin de montrer l'intérêt qu'il y a à ne pas renoncer à lire la géographie de la prostitution et ses inscriptions spatiales sous l'angle des enjeux économiques urbains.

Les espaces de la prostitution et leurs évolutions

Les lieux que la prostitution investit, les agencements spatiaux sur lesquels elle débouche en fonction des luttes d'intérêts du moment (Symanski, 1974, p. 377) sont souvent associés à des espaces du divertissement masculin où l'offre et la demande se rencontrent. Les localisations qui sont constitutives des représentations de la prostitution évoluent sous l'effet des politiques ou actions auxquelles elle donne lieu et des technologies mobilisées pour la rencontre.

Questions d'échelle pour les espaces du divertissement masculin

Les terrains présentés dans les différents textes du corpus sont suffisamment variés pour permettre de dresser un tableau général des espaces de la prostitution, au risque d'aboutir dans ce texte à la juxtaposition de niveaux d'observation et de situations pas toujours commensurables.

1. Le recours prépondérant au féminin « prostituées » est justifié dans la dernière partie de l'article.

Sous l'effet de l'accroissement des mobilités internationales de loisirs, de nouveaux foyers de prostitution de réputation mondiale se sont développés, notamment dans les pays du Sud. Ils se sont ajoutés à des pôles plus traditionnels comme Soho à Londres ou Pigalle à Paris, que Phil Hubbard décrit comme un quartier comptant beaucoup de *sex shops* et de *peep-shows* et orienté vers le commerce sexuel et le tourisme (Hubbard, 2004a, p. 1689). La mondialisation de la prostitution, qui fait se rencontrer des prostituées et des clients de pays éloignés, a été favorisée par l'essor du tourisme international et par la multiplication de grands événements, notamment sportifs, dont la clientèle est majoritairement masculine. Ainsi, en 1987, lors de la coupe de l'America à Fremantle (Australie), la prostitution et les agences de rencontres (*escort services*) se sont multipliées dans la ville et dans la métropole voisine de Perth; ce qui, pour Elaine Mc Kewon (2003, p. 305), n'est pas surprenant au regard des relations habituelles entre prostitution et tourisme et de la tendance des touristes masculins à se sentir moins inhibés par les normes sociales quand ils sont loin de leur domicile. En Grèce, pays réglemmentariste où les prostituées ne peuvent travailler qu'en intérieur, les autorités d'Athènes ont augmenté le nombre de licences accordées à des bordels au moment des jeux Olympiques de 2004, «vraisemblablement afin d'accroître de manière significative l'apport des dépenses des touristes dans l'économie locale» (Collins, 2004, p. 1640).

La référence au divertissement masculin est également utilisée pour expliquer des concentrations régionales de lieux de prostitution. Dans des pays neufs comme l'Australie ou les États-Unis, un lien a pu être établi avec l'histoire du peuplement. Que, dans une Amérique puritaine et largement prohibitionniste, le Nevada soit, en 1974, l'un des rares États de l'Union où la prostitution est soit légale, soit ouvertement tolérée, est un héritage de la conquête de l'Ouest. Du nord au sud de la frontière, les villes naissantes comptaient fort peu de femmes. Les bordels, leurs tenancières et leurs prostituées arrivaient en même temps que les mineurs, les cow-boys, les marchands, les prédicateurs (Simansky, 1974, p. 358). À l'époque de la prohibition, les «zones de tolérance» ont été des éléments marquants des paysages urbains de la frontière mexicaine, qui a fixé une intense activité prostitutionnelle (Curtis, Arreola, 1991, p. 333). Malgré le déclin relatif de cette économie, à la fin des années 1980 des zones de tolérance existent dans toutes les grandes villes de la frontière côté mexicain, de Tijuana à Reynosa, la plus célèbre ayant été la «Zona Norte» de Tijuana. À Perth, l'essor de la prostitution a aussi commencé à l'époque de la frontière (McKewon, 2003, p. 301). La tolérance pour la prostitution semble avoir caractérisé beaucoup de lieux où les sex-ratios étaient particulièrement déséquilibrés (fronts pionniers, zones minières ou camps militaires). C'était le cas des *compound zones* localisées à proximité des installations militaires étatsuniennes proches de la frontière nord du Mexique mais à l'écart des villes (Curtis, Arreola, 1991, p. 342).

La prostitution et le commerce sexuel sont décrits comme des activités avant tout urbaines. Les auteurs s'accordent pour dire que plus une ville est grande, plus elle peut offrir une diversité de commerces et de services sexuels (Cameron, 2004, p. 1645). Exceptionnel, le cas du Nevada en paraît d'autant plus intéressant que les réglementations locales vont à l'encontre des principes généraux en matière de localisation commerciale. Dans cet État, la prostitution est autorisée dans certains comtés et municipalités, tout en ayant été largement confinée: la majorité des 33 maisons closes qui fonctionnent en 1973 est implantée dans des petites villes,

voire en pleine campagne. La plus grande ville qui dispose d'un bordel, Elko – avec 7 621 habitants en 1970 – n'est que la dixième ville de l'État. En n'autorisant les maisons closes qu'en dehors des zones urbaines où les jeux d'argent sont une spécialité, la législation adoptée par le Nevada en 1971 a instauré une partition entre économie du sexe et économie du jeu (Cameron, 2004, p. 1653). Implantations dans des lieux isolés ou retirés, fortes restrictions de circulation pesant sur les prostituées, absence de panneaux indicateurs directionnels : la prostitution dans le Nevada est tolérée mais peu visible (Symanski, 1974, p. 365 et p. 375). Tout l'inverse des types de localisations observées dans les villes, et pour lesquelles une forte visibilité et une proximité avec le jeu sont fréquents.

Les « quartiers du vice » : zones de tolérance et red light districts

L'identification d'un « quartier du vice » dans les grandes villes est fréquente dans les descriptions des formes et structures urbaines depuis les travaux de l'École de sociologie de Chicago. Les descriptions de ces espaces de prostitution ou de commerce sexuel insistent fréquemment sur l'accroissement de leur visibilité sous l'effet du regroupement. Si les appellations sont variables (*zonas de tolerancia* en Amérique latine, *red light districts* dans la plupart des cas et comme appellation générique²), les descriptions sont assez similaires, avec toujours l'accent mis sur les liens entre sexe, jeu, criminalité, mélange de populations et contrôle policier, en sus de l'éventuel contrôle sanitaire des prostituées.

La présence d'un quartier de tolérance est souvent présentée comme un moyen pour la police de réguler la prostitution, de rue ou non, et de contrôler les prostituées : le quartier de Balsall Heath à Birmingham aurait acquis sa notoriété de quartier chaud dans les années 1970 alors que les autorités municipales et la police essayaient d'empêcher la diffusion de la prostitution dans d'autres quartiers plus respectables (Hubbard, 1998, p. 62). Autre exemple, celui d'Helsinki où, face à l'explosion de la prostitution visible après la récession économique des années 1990 et surtout l'arrivée de prostituées en provenance de Russie et d'Estonie dans un quartier résidentiel proche du centre-ville, et arguant du fait que la législation finnoise ne permet pas d'interdire la prostitution, la maire propose des formes d'actions nouvelles dans la ville. Pour cela, elle suggère la restriction spatiale, ce qui revient de fait à créer un quartier chaud (Tani, 2002, p. 352).

Depuis Ernest Burgess, les quartiers chauds ont souvent été associés aux aires en déclin économique situées à proximité des centres-villes où se mêlent les fonctions industrielle et résidentielle (Ashworth *et al.*, 1988, p. 201 ; Hubbard, 1997, p. 133). Au moment où il est identifié comme quartier chaud, le quartier de Balsall Heath est typiquement une zone en transition caractérisée par la pauvreté et la rotation des populations, la faible organisation sociale et donc la faible capacité des résidents à s'opposer aux activités associées à la prostitution.

Les autres types de localisations intra-urbaines identifiés sont tous marqués par la présence de populations masculines en mouvement. Un premier cas est celui des quartiers centraux à forte activité touristique. Ainsi, les *district zonas* de Tijuana, Mexicali, Las Palomas, Ciudad Juarez qui répondent aux caractéristiques des quartiers chauds (regroupement de bars, boîtes de nuit, restaurants, hôtels où la prostitution est autorisée ou tolérée) sont tous situés aux limites internes des quartiers centraux. Par ailleurs, la prostitution est fréquente dans les ports et les quartiers de

2. Dans ce texte, *red light district* est traduit par « quartier chaud ».

gares. En 1988, selon Roman Cybriwsky (1988, p. 49), la présence d'un quartier chaud (*sakariba* ou secteur nocturne animé et dévolu au plaisir) est un élément incontournable des espaces commerciaux géants situés aux points de convergence des réseaux de transports nationaux, périurbains, intra-urbains des grandes villes du Japon. Dans le quartier chaud associé à la gare de Shibuya par où passent alors chaque jour plus d'un million de personnes, le secteur des bars avec hôtesse, des salons de massage et des boutiques pornographiques jouxte celui des *love hotels*. Quant au quartier chaud de Kamathipura à Mumbai, Inde, s'il doit sa renommée actuelle à Bollywood, il remonte en fait à l'époque coloniale et est situé près de la gare centrale de la ville (Shah, 2006, p. 275).

L'évolution des localisations préférentielles de la prostitution visible

Si, sur le temps long, l'expansion des surfaces commerciales et d'affaires liée au développement économique des centres-villes peut éloigner les prostituées et si, sur le temps court, le renforcement des réglementations locales peut être utilisé pour déplacer les activités liées au commerce sexuel, dans tous les cas la prostitution reste dépendante des facilités de rencontres entre les prostituées et leurs clients. Le regroupement spatial permet alors de gagner du temps pour la mise en relation tout en stimulant la recherche d'expériences nouvelles, sexuelles ou ludiques (Collins, 2004, p. 1637). Pour autant, dès lors que la présence sensible des prostituées est perçue comme une cause des problèmes économiques, sociaux, environnementaux d'un quartier, la mobilisation des habitants peut déboucher sur un déplacement des localisations. Aujourd'hui, Balsall Heath semble avoir totalement rompu avec son passé pour entrer dans une ère de multiculturalisme et d'ascension sociale. Sur le site web assurant la promotion du quartier, on peut lire : « Il a fallu 25 ans pour reconstruire une nouvelle communauté à la place de l'ancienne. Aujourd'hui, il y a 20 % de Blancs, 20 % de Noirs, 60 % d'Asiatiques. Mais les uns et les autres se connaissent et se soutiennent ; ils ont fait face à la prostitution de rue et s'en sont débarrassés. Les prix des maisons augmentent. Les gens ont envie de rester. Le secteur est vert, propre et désirable. L'histoire moderne de Balsall Heath raconte le récit de la récupération, du passage de la dégradation et de l'ombre à la lumière et à l'éclat³ ».

De manière plus structurelle, les évolutions technologiques ont aussi contribué à l'évolution des localisations. L'usage de la voiture a modifié les pratiques des prostituées comme celles des clients, en faisant notamment émerger la figure des *kerb-crawlers* (littéralement « lécheurs de bordures de trottoirs ») attirés par les services disponibles dans les quartiers chauds. L'usage de la voiture, associé à celui du téléphone fixe puis portable, a aussi favorisé un glissement partiel de la prostitution vers les couronnes périurbaines (Ashworth, 1988, p. 209 ; McKewon, 2003, p. 304). À ce déplacement vers les marges urbaines s'est ajouté un mouvement de retrait de la rue vers des lieux commerciaux et privés pour lesquels le téléphone et la publicité deviennent une condition de l'activité (Hubbard, 2002, p. 354). À partir des années 1990, à Londres, la principale forme de publicité a été l'affichage de cartes suggestives dans les cabines téléphoniques de quartiers connus pour leurs activités hors normes (Soho), leur densité hôtelière (Paddington) ou leur gare (Victoria). Le mouvement de protestation qui s'en est suivi a débouché sur l'adoption d'une circulaire interdisant cette forme de publicité dans certains lieux, selon une logique de mise à distance par l'adoption d'une « législation géographique » (Hubbard, 2002, p. 358). Ces mesures réglementaires ont eu pour

3.
<http://www.balsallheathforum.org.uk/>

effet d'accélérer la diffusion du recours à des sites Internet privés. Le web permettant également la commande en ligne d'objets pornographiques et le téléchargement d'images (Ryder, 2004, p. 1682), il participe à la redéfinition de la frontière entre espace public et espace privé en matière de prostitution et de pornographie.

Avec la dissémination de la pornographie et du sexe (Redoutey, 2007, p. 86), c'est la définition même de ce qui est considéré comme relevant du commerce sexuel qui évolue. Toujours selon la logique de la rencontre entre l'offre et la demande, Samuel Cameron suggère l'hypothèse d'une nouvelle phase dans l'économie du sexe. Cette phase qu'il qualifie de «mûre» (*mature*) serait caractérisée par une plus grande tolérance ainsi que par l'imbrication entre des logiques de regroupement (*clustering*) et de hiérarchisation (*laddering*) : les activités les moins acceptables sur le plan social mais malgré tout tolérées seraient repoussées dans la couronne extérieure des unités urbaines alors que les centres-villes fixeraient les formes moins réprouvées du commerce sexuel : hôtels avec des chaînes pornographiques payantes (*pay-for-view porn*), magasins de lingerie coquine, sections érotiques à l'intérieur de boutiques ordinaires, mais aussi bars à hôtesse, clubs de danse érotique (*lap dancing*), agences de rencontres, etc. (Cameron, 2004, p. 1653). Une césure se serait donc établie entre la prostitution de luxe – ou les activités commerciales érotico-sexuelles devenues acceptables – et la prostitution de rue, tout particulièrement réprouvée dans les régimes réglementaristes.

La présence des prostituées comme problème de géographie morale

Dès lors qu'une partie croissante du commerce sexuel est reconnue comme une activité économique normale et que sont médiatisées les mobilisations des travailleuses du sexe pour la reconnaissance de leurs droits, certaines figures de prostituées et certaines localisations sont plus que d'autres considérées comme portant atteinte à l'ordre moral et urbain. L'analyse de la prostitution doit alors dépasser l'approche écologique, explicative des localisations comme possibilité de rencontre entre l'offre et la demande, pour s'intéresser aux représentations et pratiques spatiales des prostituées et de leurs clients, aux réactions des autres usagers des lieux concernés, aux raisons du renforcement des pressions pesant sur ce genre d'activités (Hubbard, 1998, p. 56).

La marginalisation des prostituées

L'identification d'espaces et de lieux dévolus à la prostitution et au commerce sexuel génère leur stigmatisation et instaure une géographie morale qui fixe les limites entre l'acceptable et le répréhensible dans ce qui, de la sexualité, est donné à voir. Phil Hubbard, plus que d'autres, s'est intéressé aux modalités de construction, de négociation, de contestation de l'immoralité et de la présence des prostituées dans les espaces urbains. Citant David Sibley (1995) pour qui tout pouvoir s'exprime par une monopolisation de l'espace et par la relégation des plus faibles dans les lieux les moins convoités, il affirme que les quartiers chauds sont une condition de la marginalisation des prostituées.

Le fait que ceux-ci soient localisés dans des aires urbaines auxquelles collent des images de pauvreté, criminalité, drogue, trafic, participe effectivement à la stigmatisation et à la criminalisation des prostituées qui y exercent. Le rejet vers les périphéries urbaines des prostitutions les plus dévalorisées est un indicateur des hiérarchisations sociales au

sein des mondes du commerce sexuel. La presse locale, qui est l'un des matériaux utilisés par Phil Hubbard pour saisir les jeux de représentations et d'acteurs, participe à la production de significations visant à mettre l'immoralité de la prostitution physiquement et psychologiquement à distance des quartiers résidentiels les plus riches de la ville (Hubbard, Sanders, 2003, p. 79). Les acteurs politiques peuvent aussi contribuer à cette hiérarchisation des prostitutions selon les lieux d'exercice. Cela a été particulièrement explicite avec la campagne lancée en 1994 par le maire de New York, Rudolph Giuliani, pour restreindre l'espace prostitutionnel à un petit nombre de quartiers éloignés des zones résidentielles et interdire tout commerce pornographique dans un rayon de 152 mètres autour des logements, écoles, lieux de culte : Samuel Cameron (2004, p. 1649) indique que 149 établissements de la ville ont dû se déplacer vers des zones commerciales ou des zones industrielles proches du *Waterfront*.

Le confinement dans les quartiers chauds est à la fois isolement spatial et relégation sociale. La création de frontières matérielles, symboliques et imaginaires, est l'un des moyens par lesquels les défenseurs des intérêts dominants peuvent définir des groupes comme déviants (Hubbard, 1997, p. 134). En inscrivant les pratiques prostitutionnelles de rue et la sexualité visible dans la forme spatiale spécifique que sont les *red light districts*, contraintes et interdits séparent l'hétérosexualité immorale d'avec ses formes respectables (Hubbard, 2000, p. 202). Plus largement, le placement ou déplacement des prostituées ressortit à leur catégorisation comme personnes immorales.

De l'immoralité et du dégoût : la prostitution comme nuisance

Les interventions spatiales ou spatialisées permettent de rejeter, traquer, éradiquer ce qui est déplacé ou ceux qui transgressent et dépassent les limites (et les bornes!), perturbent l'ordre, mettent mal à l'aise, suscitent le dégoût. En France, le lien que la circulaire d'application de la LSI a établi entre prostitution-exploitation et prostitution-nuisance fait que la même personne peut être considérée à la fois comme victime (de la première) et auteur (de la seconde), et permet ainsi de sanctionner les prostituées (Vernier, 2005, p. 123). Mais, que ce soit dans les villes françaises en 2003, britanniques dans les années 1990, japonaises dans les années 1980, ce sont toujours les mêmes séquelles de la prostitution qui sont évoquées. Roman Cybriwsky (1988, p. 60) dépeint le contraste entre la saleté des rues du quartier chaud de Shibuya au plus fort de l'activité nocturne et leur propreté diurne. Les métaphores utilisées par les médias britanniques pour parler de la prostitution sont analogues à celles employées par la presse new-yorkaise à propos des graffitis : immondices, pollution, obscénité, épidémie, maladie, plaie, et donc salissure physique et morale (Cresswell, 1992, p. 332-333). Les prostituées ne sont pas condamnées en tant que prostituées (ce qui relèverait d'une problématique prohibitionniste) mais parce qu'elles sont *out of place*⁴.

Condamnées, elles le sont doublement dès lors que leur origine étrangère les désigne comme dépendant de réseaux difficilement contrôlables, en tout cas dans le cadre des dispositifs réglementaristes. Comme si la prostitution était en soi un facteur de transmission du HIV, les peurs induites par la progression du sida ont renforcé les références à la maladie, réelle et métaphorique, dans les discours autour de la prostitution de rue. En cohérence avec la construction des peurs autour du sida, les prostituées originaires d'Afrique subsaharienne ont été plus particulièrement mises en cause. La photo d'un enfant faisant éclater un préservatif abandonné par une prostituée a été souvent citée par la presse de Birmingham pour justifier la mobilisation des résidents

4. L'expression popularisée par Tim Cresswell est si porteuse de sens que la traduire par « déplacée » reviendrait à l'appauvrir. T. Cresswell s'inspire lui-même de Mary Douglas. (Purity and Danger, 1966) pour affirmer que « *dirt is a matter of out of place* » (Expression conservée en anglais dans l'édition française, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 1999, p. 55).

de Balsall Heath. Plus largement, le vocabulaire de la maladie et de la santé publique a été largement associé à d'autres signifiants de la souillure pour construire l'image des prostituées comme vecteur d'empoisonnement (Hubbard, 1998, p. 66). La prostitution de rue salirait la ville. Et c'est parce qu'elles portent le danger que les prostituées, et plus largement la pornographie et la sexualité vénale, peuvent justifier l'établissement de limites pour séparer un centre moral et des marges immorales, une sexualité féminine qui ne pourrait s'exprimer qu'à l'intérieur des murs de la maison et une sexualité de la rue, active et exposée aux regards.

Les métaphores sanitaires sont le versant sensible de la géographie morale qu'il s'agit de restaurer. Les *red light districts* sont alors présentés comme des lieux de désir et de dégoût, des espaces qui attirent le mâle tout en étant abjects (Hubbard, 2000, p. 204). Ce dont rend compte la violence des mots utilisés dans la presse de Birmingham en 1994-1995 pour parler de la prostitution de rue comme un défi à la décence publique, une corruption de la communauté locale, et plus particulièrement des enfants et des femmes vertueuses. Pour les résidentes de Balsall Heath, la présence des prostituées et de leurs clients est une menace. Même non maquillées et portant des vêtements qui ne mettent pas en valeur leur corps, elles se disent harcelées par les *kerb-crawlers*. Sirpa Tani (2002, p. 348) rapporte que, face à l'insistance des racoleurs, les femmes du quartier chaud d'Helsinki disent être obligées de ne pas paraître trop féminines. Les métaphores de l'animalité sont appliquées aux racoleurs. Ils sont assimilés à des sous-hommes, brutaux, bestiaux, sexuellement voraces (Papyanis, 2000, p. 348), par opposition aux hommes du quartier, aux mœurs policées et volontiers présentés comme défenseurs de leurs femmes et de leurs enfants. À propos de la nécessité de protéger les enfants, le *Daily Telegraph* du 7 juillet 2000 fait sa Une avec le détournement par des enfants londoniens des cartes suggestives collées dans les cabines téléphoniques pour jouer à une variante de *Pokemon* (Hubbard, 2002, p. 355). La virulence des métaphores appelle une stratégie de lutte sans merci pour le rétablissement d'un *espace propre*⁵ (Hubbard, Sanders, 2003, p. 82).

S'organiser contre la présence des prostituées

Par la désignation de ce qui est *out of place*, l'ordre moral s'inscrit dans les espaces urbains et les lieux. L'utilisation des mots de la souillure et de la déviance pour qualifier des pratiques corporelles déplacées devient alors un outil de légitimation du rétablissement de l'ordre établi dans des situations de conflits d'occupation des espaces entre résidents et prostituées. Les transgressions territoriales des dernières suscitent les réactions des premiers.

À Balsall Heath, les résidents lancent des actions directes telles que patrouilles citoyennes et piquets pour occuper l'espace et entraver le travail des prostituées. Des mesures de restriction de la circulation sont adoptées (par exemple, la pose d'obstacles qui créent des impasses et obligent les voitures à faire demi-tour); les numéros de plaques minéralogiques des clients sont relevés; ils sont soumis à la vindicte publique par la publication de leur nom dans la presse ou à la télévision locales. Autre cible: les services de santé de rue (*outreach work*) dont le bus a été caillassé. La rue est un espace de mobilisation, et le déplacement de la prostitution apparaît comme une victoire pour les activistes (Hubbard, Sanders, 2003, p. 81).

L'analyse de ces mobilisations a parfois été conduite en recourant à la rhétorique de la résistance (Hubbard, 1998; Hubbard, Sanders, 2003; Tani, 2002) qui permet

5. En français dans le texte.

de mettre l'accent sur les capacités d'imagination et d'ingéniosité des résidents pour défendre leurs intérêts. Les mouvements de protestation et les pratiques matérielles et symboliques pour rétablir l'ordre face à la prostitution de rue relèveraient de l'acte de résistance face à ce qu'ils considèrent comme des atteintes à leur pouvoir sur l'espace. Présentée comme exemplaire, la mobilisation des résidents de Balsall Heath en 1994-1995 a pu être interprétée comme une panique morale (Hubbard, 2002, p. 355; Cohen, 1972). Tous les ingrédients sont là : identification d'une menace pour les valeurs de la communauté, rapide escalade dans la couverture médiatique diabolisant cette menace et proposant des solutions pour résoudre le problème ou incitant les pouvoirs publics à intervenir. Elle montre les convergences d'intérêts entre les résidents et les acteurs politiques ainsi que le rôle-clé des médias. Ceux-ci ont contribué à la définition des *kerb-crawlers* comme prédateurs prenant possession de l'espace. Quant aux acteurs politiques locaux, ils présentent la forte mobilisation du milieu des années 1990 comme l'un des éléments du travail en faveur de la sécurisation de l'espace. Une équipe de sauvegarde (*safe team*) a été constituée, des cameras ont été installées⁶; et la police a utilisé son pouvoir d'intervention dans l'espace et contre les prostituées pour répondre ostensiblement aux plaintes des habitants (Hubbard, 1997, p. 132).

Les enjeux des politiques de lutte contre la prostitution de rue

Cette défense des territoires dans le cadre de l'activisme sécuritaire des résidents s'articule avec les interventions des décideurs politiques, des aménageurs et des entreprises, pour nettoyer les espaces touchés par une prostitution exercée en dehors des lieux qui lui sont concédés. Dans cette dernière partie, l'accent sera mis sur les enjeux économiques de la lutte contre la prostitution de rue. Les évolutions des lieux et formes de la prostitution qui en découlent sont alors à réinterpréter sous l'angle des risques pour les prostituées.

Pas de place pour la prostitution de rue dans la ville entrepreneuriale

La prise en compte des évolutions globales des villes dans un contexte de mondialisation néo-libérale débouche sur une lecture des stratégies municipales et des tactiques locales contre les prostituées différente de celle proposée à partir du prisme du rétablissement de l'ordre moral. La ville entrepreneuriale (*entrepreneurial city*) est moins concernée par la redistribution des richesses et le bien-être que par les occasions données aux entreprises. Reposant sur un urbanisme des lieux plus que des territoires, sur le lancement de projets-phares (festivals, centres de congrès), elle suppose le nettoyage et la mise en beauté des quartiers centraux. Le contexte de compétition interurbaine renforcée impose en effet à chaque ville d'améliorer son image (McLeod, 2002, p. 604). Contrairement à certaines formes plus huppées de commerce sexuel, la prostitution de rue ne saurait trouver place dans cette ville. Plus largement, tout ce qui porte atteinte à l'image de la ville et remet en cause les places acquises dans la société, tous les indésirables *out of place* doivent être évincés au nom de la sécurité et de la qualité des espaces urbains centraux.

La rhétorique des effets secondaires inhérents à la concentration d'activités liées au sexe (criminalité accrue, déclin de la valeur des biens, impacts négatifs sur les commerces « légitimes ») a été utilisée pour justifier la politique de tolérance zéro qui est devenue à la fois une idéologie et un guide pour la définition des politiques de

6. Cf. le site du quartier <http://www.balsallheathforum.org.uk/>

sécurisation et d'assainissement des espaces (Belina, Helms, 2003, p. 1849). Cette politique vise à rétablir dans leurs droits les classes aisées blanches qui délaissent les quartiers centraux abandonnés au sous-prolétariat. La tolérance zéro promue par Rudolf Giuliani repose sur une confusion entre les symptômes et les causes : *« Plutôt que de condamner les capitalistes pour la fuite des capitaux, les propriétaires pour l'abandon de leurs immeubles, les responsables publics pour leur retranchement dans la défense étroite d'intérêts personnels de classe et de race, Giuliani préfère réclamer à cor et à cri une autre revanche. Il identifie les sans abri, les mendiants, les prostituées, les laveurs de pare-brise, les tagueurs, les adeptes du vélo acrobatique, les jeunes indisciplinés comme les ennemis principaux de l'ordre public et de la décence, coupables du déclin urbain qui génère l'extension de la peur »* (Smith, 1998, p. 3, traduit par l'auteure). Autant de catégories qui sont rendues responsables des problèmes économiques et sociaux et de personnes qui sont traitées comme des criminels plutôt que considérées comme des victimes.

La prostitution de rue victime de la gentrification

La tolérance zéro est le « bras armé » de l'idéologie de la ville revancharde (Smith, 1996). Le « revanchisme » est un mélange de revanche et de réaction pour lequel le souci de la reproduction économique par la reconquête de l'espace l'emporte sur celui de la reproduction sociale (remise en cause de l'État-providence, ralentissement des programmes de logements sociaux...) (Smith, 1998 et 2002). Le zonage et le déplacement de la prostitution et de la pornographie à New York coïncident avec l'émergence de cette ville revancharde ; ils s'articulent avec d'autres dispositifs tels que ceux destinés à faire disparaître les sans-abri et ont les mêmes objectifs : maximiser la productivité de l'espace et reproduire les valeurs sociales dominantes (Papayanis, 2000, p. 342). Prenant le contre-pied de Phil Hubbard, Marilyn Adler Papayanis (2000, p. 351) avance l'hypothèse que l'intensité des mobilisations et des résistances face à la prostitution s'expliquerait par les enjeux liés à la gentrification (ou à l'évolution positive des espaces !).

La promotion immobilière est le secteur d'activité qui a le plus bénéficié de la production d'un paysage urbain assaini et gentrifié, ou gentrifié parce qu'assaini, à l'issue d'un cycle de désinvestissement et de réinvestissement. Les relations chronologiques entre évolution des quartiers concernés d'une part, prostitution et pornographie de l'autre, sont en effet plus complexes que ne le suggère l'association souvent faite entre espace de prostitution et déclin. La prostitution et le commerce du sexe prolifèrent quand le marché local de l'immobilier, notamment commercial, s'effondre. Leur présence est une entrave à l'amorce de la phase de réinvestissement (ou de reconquête et de requalification selon la terminologie revanchiste) dans les quartiers ciblés pour des opérations de gentrification. De contrepoids au déclin, la présence des *sex-shops* et autres activités visibles liées au sexe et moralement condamnées devient alors un problème. Le zonage destiné à les faire partir s'avère alors un puissant outil aux objectifs convergents avec les pressions des résidents.

L'intensité des réactions à la présence de la prostitution de rue est variable selon les caractéristiques des groupes de pression agissants. Déjà, dans une étude réalisée entre 1977 et 1986 dans les villes de Vancouver, Toronto, Edmonton et Winnipeg, E. Nick Larsen (1992) était arrivé à la conclusion que le statut socio-économique des groupes d'intérêts affecte leur capacité à influencer les réactions politiques face à la prostitution. À Balsall Heath, le déguerpissement des prostituées et de leurs clients a

été impulsé par une nouvelle bourgeoisie issue des minorités ethniques. À Saint-Kilda, banlieue située à cinq kilomètres du centre de Melbourne (Australie), les actions des opérateurs de l'aménagement et les pratiques des nouveaux habitants sont en décalage avec les discours stratégiques de la municipalité (Kerkin, 2003). Cette dernière, considérant que la prostitution fait partie intégrante de l'histoire de la ville depuis l'arrivée des Européens, a proposé d'associer les prostituées à la gouvernance urbaine pour faire émerger un consensus sur des espaces de tolérance. Or le projet architectural et urbanistique lancé en 1997 dans le cadre de l'aménagement du site du « Dépôt municipal » est en rupture avec ce discours officiel. Les habitants déjà présents vont faire pression pour s'assurer de la production d'un environnement qui réponde d'abord à leurs besoins : se déplacer à partir de leur maison, avoir une bande de nature, planter un arbre... et ne pas subir les effets de la prostitution (Kerkin, 2003, p. 146). Ils pensent la rue comme le prolongement de leur logement, de la même manière qu'à Helsinki les activistes mobilisés contre la prostitution de rue pensent que le quartier leur appartient et qu'ils doivent se battre pour lui (Tani, 2002, p. 347).

Le sexe, le genre et les affaires

Plutôt que d'espace de résistance, c'est de zone de combat dont il faudrait parler à propos des centres-villes où le capital, incarné dans des « bourgeois » (*gentrifiers*) et soutenu par des mesures de tolérance zéro, se bat bloc par bloc pour reconquérir la cité (Hubbard, 2004b, p. 669). Cette reconquête opère une distribution des positions par croisement du genre et des positions sociales.

Phil Hubbard reconnaît à Marylin Adler Papayanis d'avoir mis en évidence l'importance de la dimension sexuelle dans les processus de gentrification. Mais, dans le même temps, il souligne qu'elle n'est pas parvenue à introduire dans son analyse les questions de genre alors que celles-ci devraient toujours être présentes dans les débats sur la sexualité. Argumentant sur le fait que la régulation spatiale de la sexualité est un vecteur de la reproduction des relations de genre, il formule l'hypothèse que, dans les sociétés occidentales post-industrielles, les politiques mises en œuvre à l'égard de la prostitution de rue sont fondamentales pour la remise en avant de la masculinité et du patriarcat (Hubbard, 2004, p. 676-678).

Dans les textes du corpus, rien n'est dit de la prostitution masculine ou transsexuelle et de la nature ou force de ses liens avec l'homosexualité et les espaces gays. Par contre, Phil Hubbard (2004, p. 679) souligne que si les gays ont progressivement disparu de la liste des personnes *out of place* pour Giuliani, c'est sans doute parce qu'ils ont participé à l'entrepreneuriat des zones gentrifiées. Il en irait de même pour l'entrepreneuriat ethnique qui peut soutenir la promotion du multiculturalisme : à Birmingham, la diversité culturelle, problème dans les années 1970, est aujourd'hui posée par les édiles politiques comme une ressource (Chan, 2006). Les prostituées, qui n'ont pas investi dans des commerces respectables, n'ont nullement bénéficié d'un tel regain de bienveillance !

Peu d'attention est portée à leurs pratiques spatiales pour diminuer les risques de violence, comme se poser près des lampadaires pour être plus visibles du client mais aussi des autres prostituées, même si la compétition n'est pas absente puisque les mieux insérées localement et disposant des statuts les plus élevés pourront occuper les meilleures places (Hubbard, 1997, p. 139 ; Hubbard, Sanders, 2003, p. 84). Les prostituées peuvent-elles s'appropriier les lieux que l'on veut bien leur concéder

alors que de plus en plus de contraintes compliquent leur activité? Dans les centres-villes, il ne leur resterait que la possibilité de travailler dans des établissements, légaux ou non selon le régime prostitutionnel en vigueur. Sur ce point, Phil Hubbard adhère aux positions des prostituées qui indiquent que le travail du sexe en établissement les rend physiquement plus vulnérables... et les insère, y compris celles qui exerçaient sans souteneur, dans une industrie du sexe hautement profitable (Hubbard, 2004, p. 682). À l'inverse, pour Samuel Cameron (2004, p. 1654), ce serait une garantie d'efficacité et de sécurité (*safety*) pour les clients et les prostituées dans l'économie actuelle du sexe. Celle de sociétés urbaines dans lesquelles les valeurs familiales sont défendues par le renforcement des réglementations et la traque des formes visibles de sexualité dévoyée; celle de centres-villes pensés pour les affaires, le commerce, les loisirs, la flânerie, et éventuellement la consommation sexuelle dans des lieux discrets mais coûteux, et qui échapperaient alors aux exigences de structuration normative des relations sexuelles; celle qui creuse les distances dans les mondes de la sexualité vénale; et donc celle dans laquelle les affaires, le genre, le sexe forment un nœud gordien.

Conclusion

La prostitution a ses lieux et ses espaces. Cette inscription spatiale est à la fois une condition de la prostitution de rue, qui est la forme la plus visible et la plus contestée de l'activité prostitutionnelle, et un enjeu des politiques visant à la réglementer ou l'interdire. Dans les régimes réglementaristes et abolitionnistes, c'est moins la prostitution ou toute autre forme de commerce sexuel qui est posée comme problème à résoudre que la présence visible des prostituées là où elles sont perçues comme ne devant pas être. Les processus de séparation et hiérarchisation entre activités réprouvées et repoussées vers les marges ou les derniers quartiers centraux à reconquérir et activités tolérées dans les centres-villes au prix d'arrangements pour réduire leur visibilité permettent de concilier la contradiction entre des enjeux urbains (amélioration de l'image des villes, tourisme familial et d'affaires...), des intérêts économiques d'entreprises (le commerce du sexe est lucratif) et des nécessités personnelles (cf. la prostitution occasionnelle de fin de mois). L'objectif de rétablissement de l'ordre moral ne peut à lui seul permettre de comprendre les stratégies municipales et les tactiques locales contre les prostituées. La lecture de la lutte contre la prostitution et le racolage sous le prisme de la gentrification a permis de compléter la compréhension de la construction des prostituées comme problème dans la ville d'aujourd'hui. Aux États-Unis comme en Australie, la prostitution serait passée d'une frontière à l'autre, de celle de la conquête de l'Ouest à celle de la reconquête urbaine. Même si les contextes urbains, juridiques, politiques sont différents, les processus décrits dans le corpus de textes sélectionnés s'observent aujourd'hui en France. Ses villes connaissent aussi des velléités de nettoyage des espaces centraux pour en faire disparaître les indésirables!

Références

- ACT UP-PARIS (2003). « L'abolitionnisme condamne les prostituées à la précarité ». *Mouvements*, n° 29, 4, p. 91-97.
- ASHWORTH G., WHITE P., WINCHESTER H. (1988). « The red-light districts in the west European city: a neglected aspect of the urban landscape ». *Geoforum*, vol. 19, p. 201-212.
- BELINA B., HELMS G. (2003). « Zero Tolerance for the Industrial Past and Other Threats: Policing and Urban Entrepreneurialism in Britain and Germany ». *Urban Studies*, vol. 40, n° 9, p. 1845-1867.
- CAMERON S. (2004). « Space, risk and opportunity: the evolution of paid sex markets ». *Urban studies*, vol. 41, n° 9, p. 1643-1657.
- CHAN W.F. (2006). « Re-scripting the character of Birmingham's ethnic minority population: assets and others in the stories of a multicultural city ». *Area*, vol. 38, n° 1, p. 79-88.
- COHEN S. (1972). *Folk devils and moral panics: the creation of the Mods and the Rockers*. Londres : MacGibbon, 224 p.
- COLLINS A. (2004). « Sexuality and sexual services in the urban economy and social scape: an overview ». *Urban studies*, vol. 41, n° 9, p. 1631-1641.
- CRESSWELL T. (1992). « The crucial "where" of graffiti: a geographical analysis of reactions to graffiti in New York ». *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 10, p. 329-344.
- CRESSWELL T. (1996). *In Place. Out of Place. Geography, Ideology and Transgression*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 201 p.
- CURTIS J.R., ARREOLA D.D. (1991). « Zonas de tolerancia on the northern mexican border ». *Geographical Review*, vol. 81, n° 3, p. 333-346.
- CYBRIWSKY R. (1988). « Shibuya Center, Tokyo ». *Geographical Review*, vol. 78, n° 1, p. 48-61.
- HUBBARD Ph. (1997). « Red-light districts and toleration zones: geographies of female street prostitution in England and Wales ». *Area*, vol. 29, n° 2, p. 129-140.
- HUBBARD Ph. (1998). « Sexuality, immorality and the city : red-light districts and the marginalisation of female street prostitutes ». *Gender, Place and Culture*, vol. 5, n° 1, p. 55-76.
- HUBBARD Ph. (2000). « Desire/disgust: mapping the moral contours of heterosexuality ». *Progress in Human Geography*, vol. 24, n° 2, p. 191-217.
- HUBBARD Ph. (2002). « Maintaining family values ? Cleansing the streets of sex advertising ». *Area*, vol. 34, n° 4, p. 353-360.
- HUBBARD Ph. (2004a). « Cleansing the metropolis : sex work and the politics of zero tolerance ». *Urban studies*, vol. 41, n° 9, p. 1687-1702.
- HUBBARD Ph. (2004b). « Revenge and injustice in the neoliberal city: uncovering masculinist agendas ». *Antipode*, vol. 36, n° 4, p. 665-686.
- HUBBARD P., SANDERS T. (2003). « Making space for sex work: female street prostitution and the production or urban space ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 1, p. 75-89.
- KERKIN K. (2003). « Re-placing difference: planning and street sex work in a gentrifying area ». *Urban Policy and Research*, vol. 21, n° 2, p. 137-149.
- LARSEN E.N. (1992). « The politics of prostitution control: interest group politics in four canadian cities ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 16, n° 2, p. 169-189.
- McKEWON E. (2003). « The Historical Geography of Prostitution in Perth, Western Australia ». *Australian Geographer*, vol. 34, n° 3, p. 297-310.
- McLEOD G. (2002). « From Urban Entrepreneurialism to a "Revanchist City"? On the Spatial Injustices of Glasgow's Renaissance ». *Antipode*, vol. 34, n° 3, p. 602-624.

- PAPAYANIS M.A. (2000). « Sex and the revanchist city: zoning out pornography in New York ». *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 18, n° 3, p. 341-353.
- PILE S., KEITH M. (dir.) (1997). *Geographies of Resistance*. Londres : Routledge, 315 p.
- REDOUTEY E. (2007). « La ville marché du sexe ». In MATTEI M.-F., PUMAIN D. (dir.), *Données urbaines*, t. 5. Paris : Economica-Anthropos, p. 77-86.
- RYDER A. (2004). « The changing nature of adult entertainment districts : between a rock and a hard place or going from strength to strength ? ». *Urban studies*, vol. 41, n° 9, p. 1659-1686.
- SANSELMÉ F. (2004). « Des riverains à l'épreuve de la prostitution. Fondements pratiques et symboliques de la morale publique ». *Annales de la recherche urbaine*, n° 95, p. 111-117.
- SHAH S.P. (2006). « Producing the spectacle of Kamathipura: the politics of red light visibility in Mumbai ». *Cultural Dynamics*, vol. 18, n° 3, p. 269-292.
- SIBLEY D. (1995). *Geographies of exclusion. Society and difference in the West*. Londres : Routledge, 206 p.
- SMITH N. (1996). *The New Urban Frontier: Gentrification and The Revanchist City*. Londres : Routledge, 262 p.
- SMITH N. (1998). « Giuliani Time: The revanchist 1990s ». *Social Text*, 57, vol. 16, n° 4, p. 1-20.
- SMITH N. (2002). « New globalism, new urbanism: gentrification as global urban strategy ». *Antipode*, vol. 34, n° 3, p. 427-450.
- SYMANSKI R. (1974). « Prostitution in Nevada ». *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 64, n° 2, p. 357-377.
- SYMANSKI R. (1981). *The Immoral Landscape: Female Prostitution in Western Societies*. Toronto : Butterworths, 349 p.
- TANI S. (2002). « Whose place is this space? Life in the street prostitution area of Helsinki, Finland ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 26, n° 2, p. 343-359.
- VERNIER J. (2005). « La Loi pour la sécurité intérieure : punir les victimes du proxénétisme pour mieux les protéger ? ». In HANDMAN M.-É., MOSSUZ-LAVAU J. (dir.), *La Prostitution à Paris*. Paris : Éditions de la Martinière, p. 121-152.